LEMA

EUSKAL INDARRA, ZU ZIRA !

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°202 Zkia - Août 2015ko Agorrila

HILABETEKARIA
MENSUEL : 2 €

Euskadi da gure Aberria



Avenir Européen
p. 9-13

Ikea
p. 14-15

Uxue Barkos
p. 17

Ikurriña Pesta
p. 19-20

www.eaj-pnb.eus

eaj pnb

Jeltzaleak / Les Démocrates Basques

La voie consensuelle ?

Lors de son Assemblée Générale, le 1er Juillet dernier, le Conseil des Elus du Pays Basque a adopté une motion favorable à la poursuite de la réflexion sur une intercommunalité, à l'échelle du Pays Basque. S'agira-t-il d'une Communauté d'Agglomération ou d'une Communauté urbaine, ce débat n'est pas tranché pour l'heure. L'écrasante majorité des élus a voté en faveur de cette motion. 33 d'entre eux ont voté pour, 6 contre et Jean-Jacques Lasserre, Président du Conseil Général 64 s'est abstenu.

Les masques tombent

A l'issue de cette Assemblée Générale, l' expression : « les masques tombent » a été la plus utilisée pour qualifier la teneur des débats. M. Jean Jacques Lasserre, réputé homme de dialogue a décidé de s'abstenir, sur une motion somme toute consensuelle. Redevenu Président du Conseil Général des Pyrénées Atlantiques, M. Lasserre n'a eu de cesse de défendre ces derniers mois, l'institution départementale, pourtant menacée par le binôme local d'avenir : intercommunalité-région.

M. Lasserre craint-il une intercommunalité du Pays Basque trop forte dans un département 64, affaibli par la loi NOTRe ? L'option fédérative proposée également par le Gouvernement français pour satisfaire les élus locaux et diviser le mouvement pro-Collectivité Territoriale du Pays Basque (CTPB), est plus intéressante pour le confort de son pouvoir.

Au regard de la loi NoTRE, l'option fédérative risque de diviser le Pays Basque, en 8 intercommunalités, regroupées en un syndicat mixte faible, à l'échelle du Pays Basque. Comment le président d'un Conseil Départemental, pourrait-il refuser une option aussi favorable ?

A noter également que les 6 élus opposés à la motion sont des Conseillers municipaux et départementaux d'Anglet, de Biarritz et sont également Conseillers départementaux.



Les représentants des différentes intercommunalités, autour de Jean René Etchegaray, président du Conseil de Développement et de l'Agglomération Côte Basque Adour

Parmi eux, Florence Lasserre, la fille de Jean-Jacques Lasserre. Le maire de Bidart s'est également opposé à la motion. Il s'agit encore une fois d'élus craintifs d'une perte de pouvoir : fin de l'Agglomération Côte Basque Adour, déséquilibre élus du Pays Basque rural / élus urbains, au regard du poids démographique respectif. Quelques jours plus tard, les maires de Biarritz, Anglet, Boucau et Bidart qui brillent par leur absence lors des débats du Conseil des Elus, ont également désaprouvé cette motion.

Quel Pays Basque ?

L'enjeu majeur sera-t-il abordé : quel Pays Basque veut-on pour construire à l'avenir ? Cela a-t-il un sens d'être ensemble, autour d'une image Pays Basque, par exemple ? Quelle articulation trouver avec les territoires infra-Pays Basque ? Quels sont les critères à prendre en compte pour les définir ? Bref, des questions déjà abordées avec d'autres élus, lors de la période précédente du mouvement pro-CTPB.

Une question : dans quel scénario institutionnel, le projet de territoire actuel serait-il porté de façon la plus efficace ?

En attendant, le Gouvernement français n'a toujours pas fourni d'arguments techniques sur son refus anti-abertzale d'une CTPB.

Beñat Oteiza

Motion du Conseil des Elus, le 1er Juillet 2015

Au terme de l'expertise sur l'hypothèse d'un EPCI à l'échelle du Pays Basque, menée de fin 2014 à juin 2015, et sans préjuger des choix que feront au final les conseils municipaux, le Conseil des élus du Pays Basque :

-considère que l'hypothèse d'un EPCI à l'échelle du Pays Basque est de nature à : permettre au territoire d'avoir les moyens de conduire des politiques publiques ambitieuses dans une optique de réciprocité et de solidarité entre le littoral et l'intérieur ; donner au Pays Basque une place majeure et une lisibilité dans la grande Région qui verra le jour au 1er janvier 2016 ;

-estime qu'à ce stade, les conditions de gouvernance et de mise en œuvre nécessitent d'être mieux précisées pour garantir : une représentation équitable des territoires du Pays Basque dans les instances de décision (représentation au prorata des populations) ; une capacité à assumer de la responsabilité au niveau local (dans les périmètres des EPCI actuels) ; une montée en puissance progressive de l'outil en assurant d'ici 2020 une certaine pérennité dans le fonctionnement en vigueur dans les EPCI actuels

-décide de poursuivre l'approfondissement du scénario d'un EPCI à l'échelle du Pays Basque, en partenariat avec les 10 actuels EPCI, afin d'être en mesure d'expliquer aux élus locaux les évolutions concrètes d'une telle organisation et se donne une méthode de travail pour aller dans ce sens ;

-souhaite dès à présent construire avec le Préfet des Pyrénées-Atlantiques un processus conjoint de travail, en vue des délibérations sollicitées auprès des conseils municipaux.

-décide d'ouvrir un dialogue avec l'ensemble des élus locaux (conseillers municipaux), autour des propositions sur l'hypothèse d'un EPCI à l'échelle du Pays Basque, au travers d'un programme de rencontres à mettre en place à partir de septembre 2015 ; invite le Conseil de développement à faire de même auprès de la société civile.



Transfermuga : la frontière “ pont ”

En 2011, l’Euro-région Aquitaine Euskadi est devenue un groupement européen de coopération territoriale.

Transfermuga est un projet européen qui bénéficie de financement européen. La phase 1 a consisté à étudier la mobilité des voyageurs entre Bayonne et St Sébastien. Ces études ont conduit à des constats qui ont été suivis de préconisations, réalisables dans un temps court.

Ainsi, il y est conseillé d’élaborer une offre de transports au sein du Consorcio Txingudi (Fontarrabie, Irun, Hendaye) et d’améliorer les liaisons douces (pistes cyclables).

Il y est proposé d’améliorer les liaisons TER/TOPO en gare d’Hendaye, de prolonger certains TER jusqu’à Irun, de prolonger les lignes de cars Bayonne Hendaye jusqu’à Irun.

De plus, un portail d’information a été créé: «transfermuga.eu». Il s’agit d’une plateforme où l’usager retrouve toutes les offres de transports transfrontaliers en trois langues basque, français et espagnol.

Ce portail a aussi une véritable vocation pédagogique. Il donne des informations sur ce qui se passe sur le territoire et sur de nouvelles offres. Il est réactualisé toutes les semaines.

La phase 2 de ce projet européen est inscrite dans le plan stratégique de l’euro-région 2014-2020.

L’objectif reste le même : faciliter les déplacements des habitants de Bayonne à St Sébastien, créer de nouveaux services de transports et favoriser multimodalité et intermodalité.

L’euro-région pourra aussi assister des collectivités, dans le montage de leurs projets de transports.

Gaxuxa Elhorga-Dargains
Conseillère municipale à St Jean de Luz



Uztailaren 19an, Gernikan, 120. urteko EAJren sortze urtebetetzearen ekintzan : Eusko Jaurlaritza, Andoni Ortuzar, EAJ-PNBren presidentearekin.

Le 19 Juillet, à Gernika, lors de la célébration du 120e anniversaire de la création d’EAJ-PNB : le Gouvernement Basque avec Andoni Ortuzar, président national d’EAJ-PNB

Gernikako zina

Joan den Uztailaren 29an, EAJ-PNBk bere 120. urtea ospatu du, Gernikan. EAJ-PNBren printzipio gaurkotuak plazaratzeko, parada ezinhobea, Andoni Ortuzar Aberri mailako presidentearentzat.

Adierazpenaren edukina

1895eko Uztailaren 31n ikusi zuen argia Euzko Alderdi Jeltzaleak, eta euskal aberria eraikitzeko eta askatzeko tresna gisa sortu zen. Ordutik hona, 120 urte igaro dira, eta euskal emakume eta gizonen belaunaldi ezberdinek erakunde politiko honen historia idazten segitu dute. Milurteko berriaren hasieran gaudela, Euzko Alderdi Jeltzalea kementsu eta indar berrituta agertzen zaigu.

EAJ-PNB alderdi honek gorpuzten duen euskal abertzaletasunak orain arte ez du sekula izan oraingoa moduko ordezkaritza instituzionala. Herri honekin daukagun konpromisoa, bere babesa eman diguten pertsonekin zein gainerako beste guztiekin daukagun konpromiso hori, gorenera eraman behar dugu orain. Gernikako lur santu honetara etorri gara gaur, euskal gizarteari gure begirunea eta atxikimendua erakustera, eta bere zerbitzura gaudela eta egongo garela berrestera.

Aurreko denboretan egin izan dugun bezala, Sabino Aranak sortu zuen erakundearen oinordeko garen gizon eta emakumeok, gaur egun Euzko Alderdi Jeltzalea osatzen dugun alderdikideok, zera adierazten dugu:

1.- Euskadi da gure Aberria.

2.- Herri bat osatzen dugu. Zazpi herrialdetako herritarrak gara, eta jatorri eta borondate berberak elkartzen gaitu. Kultura bat, hizkuntza bat eta egitasmo juridiko-politiko baten barruan gure elkargoa Nazio deitzeko borondatea dugu.Gure geroaren jabe izateko borondateak batzen gaitu, erabaki esparru desberdinak dituen subjektu politikoa izateko helburuak gidatzen gaitu.

3.- Nazioa eraiki nahi dugu beren etorkizun pertsonala edo beren familia osoaren geroa gure herri txiki honen etorkizunarekin lotzeko asmoa izan dezaketen guztiekin. Gure herriak ez du besteak baino hobea edo okerragoa izan nahi, baina bere nortasun propioa izateko helburua defendatzen du. Garena maite nahi dugu, baina ez garena gaitzetsi gabe. Eta «izate» horretan ulertzen dugu euskal nortasuna giza garapenerako faktorea dela; solidariotasunean oinarrituko den etorkizuna garatu nahi dugu, pertsonak babesik gabe uzten duen indibidualtasunaren aurrean; baloredun erkidegoa garatu nahi dugu, denon ongia, hazkunde ekonomiko,kulturala,soziala eta politikoa bultzatzeko. Solidariotasunez egin nahi dugu, pertsona guztiei zor zaizkien eskubideekiko errespetua gordez.

4.- Euskara da gure herriaren hizkuntza, eta euskara suspertzea da gure lehentasunik nagusienetakoa. Gure herrian hitz egiten diren hizkuntza guztiak errespetatzen eta geureganatzen ditugu. Hizkuntzak ezin dira ukatu; landu egiten dira, pertsonak aberasten laguntzen dutelako, beren adierazpena eta elkarbizitza indartzen dutelako.



Andoni Ortuzar, président national d'EAJ-PNB et Iñigo Urkullu, Lehendakari (président) du Gouvernement Basque



Gernika, haut lieu de débat historique entre Biscayens et symbole de la démocratie basque et biscayenne

5.- Askatasuna eta justizia dira gure elkarbizitzaren oinarriak. Ez dugu jauntxokeriarik onartuko,ezta inoren mendeko izaterik ere, gure asabek halakorik onartu ez zuten bezala. Guk ordezkatzen dugun euskal nazio proiektuan atxikimendu askean oinarritutako formulak baino ez dira onartuko. Behartze eta inposaketa eredu guztiak gaitzesten ditugu, herritargoaren borondate askeari jarriko zaizkion edonolako eragozpen edo mugak errefusatzen ditugun modu berean.

6.- Inor ez da beste inor baino gehiago, eta denok merezi dugu gure ideiak, erabakiak eta egintzak errespetatuak izatea. Ez dago herririk besteak baino duinagoa denik. Arrazakeria errefusatzen dugu, uko egiten diogu herri batek beste herri bat menderatzeari eta gure herriaren edo beste baten baloreen, borondatearen eta izaeraren arabera izateko eta bizitzeko eskubidea aldarrikatzen dugu.

7.- Kausa politikorik ez dago etikaren oinarrizko printzipioen edo giza eskubideei zor zaien errespetuaren gainetik jar daitekeenik. Giza eskubideak dira kausa ororen gainean dagoen kontzeptu etiko absolutua.

8.- Gizarte justiziarik edo berdintasunik gabe, ez dago demokraziarik. Gizakien arteko harremanak emakume eta gizonen arteko berdintasunean baino ezin dira oinarritu. Aukera berdintasuna, eskubide eta derrigorren berdintasuna. Berdintasuna legearen arabera, parte hartze aktiboan eta lana eta bizitza pribatua uztartzeko momentuan.

9.- Mendeetan zehar abegi eman digun natura zaintzeko eta babesteko konpromisoari eusten diogu. Gure derrigorra da gure ingurumena babestea. Gizakien eraso arrazoigabetik babestu eta zaindu behar dugu. Gure herriek eta hiriek; mendi, zelai, ibai, baso eta kostaldeek osatzen dute gure ondoren etorriko diren belaunaldiei utzi behar diegun ondare iraunkorra.



Une inspiration créative joyeuse pour fêter cet anniversaire

10.- Gure jarduketa politikoa da euskal gizarte osoari eskaintzen diogun zerbitzua. Aberria herrialdea baino gehiago da. Aberria ere badira aberri kontzeptuarekin identifikatzen diren pertsonak. Pertsonak dira, beraz, gure ahaleginaren hartzaile nagusiak. Ez dugu ahazten gure eginkizun nagusia dela euskal emakume eta gizonen zoriontasunaren alde lan egitea. Beren duintasun eta segurtasunaren alde, bizikidetzaren alde, pertsona guztiek taldeka eta banaka merezi duten aurrerapen eta arrakastaren alde.


La direction nationale d'EAJ-PNB, dont Txaro Goikolea, présidente de l'Ipar Buru Batzar, avec Iñigo Urkullu, le Lehendakari


Militants et dirigeants militants, ensemble

Gernikako Arbolaren pean, gure eskubideen eta gure nazio izaeraren ikur nagusiaren aurrean, zin egiten dugu zintzotasun osoa erakutsiko diogula Euskal Herriaren kausari, eta sekula ere ez dugula interes partikularrik Aberriaren interesen gainetik jarriko. Eta, apaltasun osoz egiten dugu, zintzotasun eta zuzentasunez. Gardentasun osoz eta gure derrigorra betetzeko borondatearekin.
Eraikitzeko prozesuan dagoen Aberriko kide sentitzen garelako, eta horixe izan delako lehen eta orain gu guztiok batu izan gaituena : ikasiak eta ikasi gabeak ; profesionalak edo industriako, nekazaritzako eta itsasoko langileak; emakume eta gizonak ; helduak eta gazteak.
Gure artean heziketa, sinesmen, maila ekonomiko edo gizarte prestigio alorreko ezberdintasunak izan daitezkeen arren, bada zerbait guztiok batzen gaituena: euskal herritarrak gara eta gure Herria defendatzeko eta haren zerbitzura egoteko nahiak gidatzen gaitu. Gurea da herriari aurrera egiteko bultzada eta indarra emateko borondatea, gure aberriarentzat lor ditzagun munduko herri eta nazioen artean merezi dituen aitortza eta egokiera.
Hona hemen gure zina. Ongi jabeturik gaude hori betetzeak gure aurrekoei odola isurtzea, erbestea eta espetxea ekarri ziela. Hemen eta orain hitza ematen dugu guk ere konpromiso irmo hau beteko dugula bakoitzaren egoera pertsonalaren eta denboraren gorabeheren gainetik.

Gernikan, 2015ko Uztailaren 19an

Version de la déclaration de Gernika, à lire en français, sur notre site Internet
Gernikaren adierazpena frantsesez irakurgai gure web gunean

La mémoire qui guérit

Aintzane Ezenarro, ex-parlementaire d'Aralar et du mouvement Elkarri, dirige le nouvel Institut « Paix et vivre-ensemble » du gouvernement basque, fruit d'une initiative partagée au Parlement de Vitoria-Gazteiz.

Une tâche délicate et passionnante attend cette mère de famille (trois enfants), originaire de Getaria, nommée à la tête de l'Institut de la mémoire Gogora, créé par le gouvernement basque. Aintzane Ezenarro loin d'être une inconnue, peut s'appuyer sur une expérience de parlementaire basque de fortes convictions l'ayant conduite à occuper le devant de la scène dans les années 2005-2012. Issue du mouvement citoyen Elkarri, elle assuma en effet un rôle de premier plan au sein du parti abertzale Aralar dont elle fut exclue en mai 2012, après avoir été la porte-parole de son groupe au Parlement de Vitoria-Gasteiz.

Elle avait en effet (contre le souhait de la direction d'Aralar) soutenu le projet du gouvernement basque désireux de créer un groupe de travail « Paix et vivre-ensemble ». Comme ses deux compagnons de route qui partageaient ses convictions, elle fut rejetée par son parti. Elle n'en perdit pas moins ce fil directeur qui l'aura guidée jusqu'à Gogora, après une mission menée auprès de Jonan Fernandez (ex-dirigeant d'Elkarri) pour le gouvernement basque, auprès du secrétariat Paix et vivre-ensemble.

Une réflexion critique

Gogora fruit d'une initiative née au Parlement basque, a très logiquement trouvé sa place aux Archives de l'histoire d'Euskadi (Euskadiko Artxibo Historikoa) à Bilbao. Un lieu déjà dévolu à la mémoire où des montagnes de documents dûment répertoriés sont précieusement entreposés, au 3 rue Maria Diaz de Haro. L'Institut y sera inauguré le 10 novembre.

D'ici là, sa directrice accompagnée d'Enrique Ullibarriarana (membre de l'administration basque chargé de l'attention aux victimes depuis 1990) aura assuré sa mise en route. La composition du futur conseil d'administration (27 personnes, dont 13 émanant de la Société civile et 14 désignées par le gouvernement basque), les partis et Eudel (association des municipalités d'Euskadi) y auront leurs représentants.



Aintzane Ezenarro © www.irekia.euskadi.eus

En perspective donc, un travail de mémoire basé sur la collecte de documents et de témoignages multiples, de recherche, d'analyse, de mise en forme puis de divulgation. Comme la nouvelle directrice l'indiquait récemment (Deia du 25 juin 2015) ce travail forcément douloureux doit déboucher sur une réflexion critique de l'histoire récente d'Euskadi à partir de prismes multiples et donc d'un dialogue très ouvert.

« Le silence ne guérit pas »

Cette histoire ne s'arrêtera ni à ETA, ni aux groupes paramilitaires anti-Eta, mais remontera davantage dans le passé pour aborder la période antérieure à la mémoire inachevée, celle de la guerre civile et du franquisme.

L'Institut (présidé par le lehendakari Iñigo Urkullu) est officiellement lancé depuis le 1er juillet. Au dire d'Aintzane Ezenarro *« la mémoire est toujours synonyme de conflit mais nous devons être capables de trouver un espace commun pour le dialogue des mémoires qui s'impose afin de se rapprocher au maximum d'une mémoire commune... »* *« Se souvenir »* ajoute-t-elle, *« peut être douloureux mais le silence ne guérit pas les blessures »*. L'intention de Gogora est aussi de faire une grande place à « l'éducation à la paix » et plus largement à la « culture de paix » qui en réalité concerne l'ensemble du Pays Basque.

Capitale de la Culture. Le temps risque de manquer ! Plus que 6 mois pour que Saint-Sébastien se retrouve Capitale européenne 2016. Après des crises successives et des occasions perdues successives sous le règne de Bildu à la mairie, le projet devrait tirer parti d'une stabilité retrouvée avec le pacte EAJ-PNB-PSE.

Retour des toros. Le nouveau maire de Saint-Sébastien, Eneko Goia (EAJ-PNB), a fait savoir que quatre corridas pourront être organisées les 13, 14,15 et 16 août aux arènes d'Illumbe après plusieurs années de fermeture. Aficion satisfaite.

José Luis Bilbao, député général sortant de Biscaye, a été porté à la présidence de la Cour régionale des comptes d'Euskadi. Excepté EAJ-PNB et le PSE, tous les partis y étaient opposés. Selon eux en effet, contrairement aux usages, sa candidature était totalement « politisée ».

Projet de tour. Bilbao on le sait, aime bien se hisser plus haut que ses voisines. Son prochain challenge est la construction de la tour la plus haute d'Euskadi (140 mètres) dont la livraison est prévue pour 2018. Elle sera dotée de deux ascenseurs panoramiques. Projet dirigé par l'architecte Richard Rogers.

Beti-Jai de Madrid. Le vieux fronton situé dans le Madrid chic (Marqués de Riscal/Castellana), joyau architectural de la fin du XIXe, abandonné depuis des décennies, a été racheté par la Ville avec l'intention de le réhabiliter. Espérons que les changements de majorité municipale ne lui seront pas fatals.



Eliane Neuville : « partir de chaque réalité humaine » (I)

Ce mois-ci, Mme Eliane Neuville aborde le modèle allemand, au regard de son expérience spécifique. Ancienne proviseure, elle participa aux premiers programmes d'échanges européens dans le domaine éducatif, avec ses voisins allemands.

En répondant à la question sur le modèle français et sa bonne réputation, vous avez fait une rapide allusion au système allemand et à d'autres pays européens. Pouvez- vous nous en parler plus longuement et nous dire comment vous avez été amenée à le connaitre ?

J'ai eu deux opportunités de le faire : la première en faisant en 1983, des stages d'observation dans le cadre du programme européen ARION et la deuxième dans le cadre d'un appariement entre le collège que je dirigeais en Béarn et le gymnasium (lycée) de Neubiberg dans la banlieue de Munich pendant 10 ans.

En quoi consiste le programme Arion ?

Il concernait les inspecteurs et les chefs d'établissement qui pouvaient ainsi effectuer un stage d'une semaine dans le pays de leur choix sur des thèmes bien précis. A l'issue de leur stage, ils devaient rédiger un compte rendu, condition sine qua non pour être remboursé des frais de voyage et de séjour. Ces comptes rendus étaient centralisés à Bonn alors capitale allemande. Des Assises européennes étaient organisées tous les 2 ou 3 ans pour dégager les dénominateurs communs à tous les pays membres de la CE pour remédier aux problèmes rencontrés. Y participaient d'anciens stagiaires dont le rapport mentionnait des voies de rapprochement entre les systèmes comparés. Personnellement, j'ai suivi plusieurs stages. Février 1983 à Bonn et dans la Ruhr (Essen, Wupperthal et Düsseldorf) sur le thème de l'orientation. Découverte du Dual System, ou « enseignement par alternance ». Mars 1984 aux Assises de Deurnes près d'Anvers « quel enseignement pour les Jeunes de 14 à 16 ans ? ». En février 1992 à Offenbach près de Francfort sur le thème des élèves en difficulté scolaire. Enfin en 1995 j'ai organisé un stage à la Rochelle «la voie technologique : une voie d'excellence pour les élèves en échec ».

Qu'avez-vous retiré de ces rencontres ?

En écoutant mes collègues allemands certes mais aussi anglais, irlandais, italiens, portugais, luxembourgeois suédois et belges, j'ai compris qu'il fallait faire preuve en permanence de modestie car pas un seul pays n'atteint pleinement l'objectif de la réussite de tous les jeunes et de capacité à se remettre en question constamment, car les premiers d'aujourd'hui peuvent être les



Le but du Dual System : des jeunes très tôt formés à des activités adaptées
© www.youg-germany.de

médiocres de demain. La France en est un exemple. Il faut faire preuve aussi d'humilité car le professeur, même le meilleur, ne peut penser remplir sa mission d'Educateur sans concertation y compris avec d'autres professionnels de l'enfance et l'adolescence.

Mais j'ai également été rassurée de constater que dans tous les pays, les enseignants étaient confrontés aux mêmes problèmes. Des Jeunes fragilisés par l'éclatement de la cellule familiale. La plupart du temps, des mères seules, confrontées à de graves soucis financiers et qui ne sont plus en mesure d'accompagner efficacement leurs enfants. Des garçons sans référents masculins pour se construire psychologiquement, parce que le père soit a disparu, soit est trop pris par le travail et les copains deviennent une famille. La féminisation du personnel enseignant n'arrange pas la situation. L'Inégalité socio-culturelle. Bien des élèves partent avec un très lourd handicap dès l'école maternelle où certains gamins disposent déjà de 1000 mots quand d'autres n'en ont que 200. Les Jeunes zapent en permanence et ont de grandes difficultés à se concentrer.

Quelle est la force de l'Allemagne ?

Ce n'est pas uniquement en s'enfermant dans des à priori sur les effectifs et les moyens pédagogiques qu'on se sortira de l'ornière. Sur cette question, l'Allemagne s'en tire mieux que la France car elle fait preuve d'un grand pragmatisme.
Ayant constaté qu'au bout de 2 ans d'apprentissage, les élèves allemands s'exprimaient bien mieux en français que les collégiens français en allemand, j'ai demandé à assister à des cours de français chez les débutants.
Et là j'ai vu des classes de 30 élèves dont les seuls moyens pédagogiques étaient : le professeur et le manuel.
Par contre pour les lycéens qui prenaient français en matière principale pour le bac, j'ai vu des groupes de 15 élèves qui bénéficiaient d'un matériel audiovisuel performant et d'abonnements à des revues françaises et d'un horaire très renforcé !

A suivre ...

EAJ-PNB et la Conférence de Paris

Une conférence humanitaire pour la paix a été organisée à Paris, le 11 Juin dernier. Initiative promue par le collectif Bake Bidea, contrôlé par la Gauche Abertzale. Bien que présent à cette conférence, EAJ-PNB n'a pas été sollicité, pour signer la déclaration lue à cette occasion.

Dans l'historique de la fin d'ETA, la Gauche Abertzale (Herri Batasuna, aujourd'hui Sortu) essaie d'être la véritable interlocutrice des Gouvernements espagnol et français.

EAJ-PNB à mettre en porte-à-faux

L'expérience avortée de Lizarra-Garazi (septembre 1998-novembre 1999), a montré que la Gauche Abertzale soumise à ETA, a cherché à imposer son leadership, en voulant prendre la tête du « front de construction nationale ». Un des objectifs : affaiblir EAJ-PNB : capter l'électorat jeltzale, ou encore, tenter de créer une division entre EAJ-PNB et ELA, le syndicat historique créé par notre mouvement politique. Le schéma de Lizarra-Garazi manquait de sensibilité, à l'égard des victimes du terrorisme d'ETA. Nos dirigeants ont sincèrement reconnu les limites de ce schéma frontiste, même si l'intransigeance du PP et l'alignement du PSOE au PP n'ont guère contribué au succès de cette tentative de paix.

Contribuer à la paix

Txaro Goikolea, présidente d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord et membre de notre direction nationale, était présente à la conférence de Paris, du 11 Juin dernier, même si elle n'a pas été sollicitée pour signer cette déclaration. Notre Parti travaillera en faveur de la paix, en Pays Basque, en dehors de tout calcul électoral. Au départ du processus actuel, Iñigo Urkullu, à l'époque, président national d'EAJ-PNB a réussi via Jose Luis Rodriguez Zapatero, président socialiste du Gouvernement espagnol, à impliquer Jonathan Powell. Cet ancien chef de cabinet de Tony Blair a permis de donner une dimension internationale au processus de paix actuel. En période pré-électorale pour les élections municipales et forales de 2011, Iñigo Urkullu a également menacé de rompre le pacte entre EAJ-PNB et le PSOE, au moment où la justice espagnole, contrôlée par les socialistes menaçait d'interdire, Bildu, la nouvelle coalition menée par la Gauche Abertzale. Pression déterminante puisque la Justice a légalisé cette coalition. EAJ-PNB contribuera à la réalisation du plan de paix et du vivre ensemble (cf Lema 185-186-187), promu par le Gouvernement Basque. EAJ-PNB gardera un regard bienveillant à l'égard de ce type de réunion. Après tant d'échecs, toute initiative pour la paix en Pays Basque, sera la bienvenue.



Jonathan Powell, un des artisans de la paix, en Irlande du nord

Beñat Oteiza

Des signataires de renom

La déclaration lue à Paris, n'amène rien de véritablement nouveau que nous ne connaissions déjà. Elle vaut davantage par la présence de 110 personnalités de premier plan, signataires de cette déclaration.

Parmi lesquels : **Christophe Alévèque**, humoriste, **François Alfonsi**, président de l'Alliance Libre Européenne –ALE, **Gustave Alirol**, président de Régions et Peuples solidaires (R&PS), **Florian Borg**, Président du Syndicat des avocats de France, **José Bové**, député européen, **André Chassaigne**, député communiste, **Emmanuelle Cosse**, secrétaire nationale d'EELV, **Marie Darrieussecq**, écrivain, **François De Rugy**, député et coprésident du groupe EELV, **Jean Pierre Dubois**, président d'honneur de la LDH, **Cécile Duflot** , ancienne ministre et députée de Paris (EELV), **Michel Forst**, rapporteur Spécial de l'Onu sur les défenseurs des droits de l'homme, **Mgr Jacques Gaillot**, Evèque, **Marc Gentilini**, président honoraire de l'Académie de médecine et de de la Croix Rouge Française, **Serge Hefez**, psychiatre et psychanalyste, **Christiane Hessel**, épouse et veuve de Stéphane Hessel, décédé, le 27 Février 2013, **Mgr Bernard Housset**, évêque de La Rochelle, **Pierre Joxe**, ancien ministre, **Mathieu Kassovitz**, réalisateur, **Raymond Kendall**, Secrétaire Général d'Interpol pendant 15 ans, **Georges Kiejman**, avocat, ancien ministre, **Bernard Kouchner**, médecin, ancien ministre, **Jean-Christophe Lagarde**, président de l'UDI et député, **Alain Lamassoure**, député Européen, **Noël Mamère**, député de Gironde (EEVL), **Ariane Mnouchkine**, metteur en scène de théâtre, **Edgar Morin**, sociologue et philosophe, **" Moustic " Christian Borde**, artiste, **Marie-Josée Nat**, actrice, **Gilles Perrault**, écrivain, **Serge Portelli**, magistrat, **Michel Rocard**, premier ministre de juin 1988 à mai 1991. **Alberto Spektorowski**, membre de la délégation israélienne au sommet de Camp David, en juillet 2000, **Bruno Solo**, comédien, **Christian Troadec** , maire de Carhaix-Plouguer, conseiller départemental, **Michel Tubiana**, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme **Michel Wieviorka**, Directeur d'Etude à l'ENHESSE (Ecole Nationale d'Etudes en Sciences Sociales).

Demain, quelle Europe ?

EAJ-PNB a participé à la construction européenne dès les prémisses de cette Union, dans les années 30. Plus récemment, EAJ-PNB a dit oui, au Traité de Maastricht, à l'euro et au Traité Constitutionnel Européen. Néanmoins, l'Union Européenne traverse la crise la plus grave de son histoire. Notre analyse est celle d'une Europe inachevée. Izaskun Bilbao Barandica, l'eurodéputée d'EAJ-PNB constate également le décalage entre les grandes stratégies européennes économiques et la réalité d'Etats peu soucieux de les mettre en oeuvre.

De la crise doit naître l'Europe fédérale

La crise grecque, plus que toute autre, a révélé les contradictions et les faiblesses de la construction européenne, telle que nous la connaissons depuis 60 ans. Et pourtant, l'Europe hier, l'Union Européenne aujourd'hui, s'est construite par une succession de soubresauts institutionnels, économiques et politiques.

Un projet européen à vocation fédérale

Les « pères fondateurs » ont placé dès le départ le processus de construction européenne dans une logique fédérale, dans le climat de l'immédiate après-guerre.



Le Lehendakari Agirre (au centre) avec Robert Schuman (à gauche), deux hommes de « frontière », précurseurs de l'idée européenne ©Sabino Arana Fundazioa

La « déclaration Schuman « du 9 mai 1950, précisait déjà que *« la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier – la CECA- réalisera les premières assises concrètes d'une fédération européenne, indispensable à la préservation de la paix »*. Jean Monnet, de même, ne manqua pas de rappeler lors de son accession à la présidence de la Haute Autorité que celle-ci serait l'ébauche d'un « Etat fédéral ». La guerre froide, la division de l'Allemagne, l'arrivée au pouvoir en France du Général de Gaulle et surtout, l'échec du projet de Communauté Européenne de Défense (CED) ont obligé assez vite à réviser à la baisse cette vocation fédérale de la Communauté Economique Européenne (CEE). Et le pragmatisme communautaire l'a petit à petit emporté sur l'idéal des « pères fondateurs ».

Une dynamique d'intégration

Les périodes de crise institutionnelle, de crise économique n'ont pas ralenti ce processus. C'est l'échec du Traité Constitutionnel Européen de 2005 qui reste le plus cuisant désaveu opposé à la construction européenne. Jusqu'à la crise de la zone euro de 2010 et la crise grecque. Le psycho-drame euro-grec, qui fait suite aux difficultés rencontrées successivement par l'Irlande, Chypre, le Portugal et l'Espagne pose la question, de la viabilité en l'état de la zone euro. Après les nombreux élargissements des 10 dernières années (l'Europe à 27), l'Union Européenne peut-elle perdurer telle que nous la connaissons ?

Entre fédération et confédération

Pour simplifier, le premier suppose l'existence d'une fédération de nations ou de territoires, qui se confond avec un Etat fédéral. La fédération, issue d'un pacte fondateur («foedus» en latin), souvent de nature constitutionnelle, détient seule la souveraineté au sens international, une souveraineté originelle que les entités fédérées lui ont partiellement ou totalement transférée. L'État fédéral est le seul sujet direct du droit international et ses relations avec ses États fédérés sont régies par du droit interne. La confédération n'est pas un État car elle n'est pas détentrice de la souveraineté. Elle est composée d'États souverains qui ont choisi de déléguer des compétences à la confédération pour les exercer en commun tout en gardant la possibilité de révoquer cette délégation.

Les relations entre les États souverains et la confédération sont régies par du droit international qui ne reconnaît que les premiers comme ses sujets directs. L'organisation confédérale implique un droit de veto au sein des institutions communes ainsi que le droit de sécession. Enfin, puisque les sujets d'une confédération sont des Etats et non des citoyens, les décisions prises dans le cadre confédéral sont applicables aux Etats, à charge ensuite pour eux de les appliquer à leurs propres ressortissants.



Donald Tusk, président du Conseil Européen, l'institution la plus importante de l'Union Européenne

Le fédéralisme, - forme la plus aboutie de l'intégration de nations, régions, d'Etats séparés et distincts -, est donc fondé sur une organisation et une répartition des pouvoirs qui permet de sauvegarder la diversité dans l'unité. Trois

grands principes soutiennent habituellement le fédéralisme :

- le principe de séparation : les fonctions tant législatives qu'exécutives sont réparties entre deux niveaux de gouvernement, l'un central (ou fédéral), l'autre local (ou fédéré). Parmi les compétences exclusives du pouvoir fédéral figurent au minimum les affaires étrangères, la sécurité intérieure (à l'échelle fédérale) et la défense extérieure, les traités internationaux et la politique commerciale, la monnaie et la politique macro-économique (souvent partagée avec les Etats fédérés),

- le principe d'autonomie : chaque niveau de gouvernement est autonome (ou souverain, selon le degré de partage de souveraineté) dans le domaine de ses compétences,

- le principe de participation, les Etats fédérés sont représentés à l'échelon fédéral et prennent part aux décisions communes. Cette participation se matérialise le plus souvent par le bicamméralisme, la deuxième assemblée représentant les différentes entités fédérées (ex. le Sénat américain).

Voilà pour la théorie, car la réalité est souvent plus nuancée : les exemples de véritables confédérations sont soit anciens, soit éphémères. Parmi les Etats fédéraux que compte le monde d'aujourd'hui, la panoplie est aussi vaste que diversifiée. Des Etats-Unis d'Amérique à la Belgique, en passant par l'Allemagne ou le Mexique, les modes d'organisation et de gouverance entre niveau fédéral et niveau fédéré, présentent un grand nombre de subtilités.

L'Union Européenne, un « objet institutionnel non identifié »

L'Union Européenne présente des caractéristiques propres à la fois à une fédération et à une confédération. Une chose est certaine : l'Europe des 27 n'est pas une simple organisation internationale. Sa vocation fédérale est identifiée par plusieurs principes :

- les compétences exclusives sont bien différenciées : politique agricole commune (PAC), pêche, commerce, concurrence, principes de la politique des transports et de la régulation du marché intérieur, politique monétaire,

- certains organes communs disposent d'une indépendance par rapport aux Etats : la Commission de Bruxelles, le Parlement, la Banque Centrale Européenne (BCE) et bien sûr, la Cour de Justice de l'UE (CJUE), pour ne citer que les plus importants. Mais on pourrait citer également des embryons d'administration communautaire y compris dans certains domaines régaliens (europol,...),

- l'UE a créé un ordre juridique propre, sous le contrôle de la CJUE, qui remplit de façon exemplaire son rôle de « cour suprême ». Le droit communautaire se caractérise d'ailleurs par trois principes (primauté, applicabilité directe et interpréation uniforme) qui présente également de fortes similitudes avec le droit fédéral allemand,

- la plupart des organes de décision européenne, notamment le « Conseil des ministres » fonctionnent sur le principe de la majorité qualifiée, l'abandon du droit de véto étant un acquis fondamental et indispensable pour faire tourner cet ensemble de 27 Etats souverains. Les régles de vote et de pondération tiennent compte du poids de chaque nation, un peu comme dans une « super copropriété »,

- la reconnaissance d'une citoyenneté commune, - si elle ne remet pas en cause les 27 nationalités -, a permis de véritables progrès dans l'exercice des droits politiques et civils des européens (protection diplomatique, droit de vote aux élections européennes et locales, libre circulation, droit au séjour, droit de pétition devant le Parlement de Strasbourg ...).

Enfin, de façon moins visible, le fonctionnement des politiques communes se caractérise par une forte imbrication entre administrations nationales et communautaires, comme la gestion des fonds européens ou la PAC. Le consensus et la négociation sont dans l'ADN de l'Union Européenne, dans un souci d'équilibre permanent, classique d'un fonctionnement fédéral.

Encore loin d'une Europe fédérale

L'Union Européenne conserve bien des traits d'une confédération d'Etats souverains, aux intérêts parfois divergents et sourcilleux de leur souveraineté. Les limites de l'intégration fédérale :



La Banque Centrale Européenne, une institution renforcée avec l'union bancaire

- le pouvoir constituant, a fortiori en l'absence d'une vraie Constitution, est toujours entre les mains des Etats. L'Union Européenne ne répond pas au schéma classique de séparation des pouvoirs, le Parlement n'ayant pas la plénitude du pouvoir législatif, et le pouvoir exécutif étant partagé entre la Commission et les ministres nationaux. Il n'existe donc aucun « gouvernement européen », réellement responsable devant le Parlement et lui seul,

- le Parlement n'est qu'une assemblée des peuples d'Europe. Ce « temple de la démocratie » ne représente pourtant ni une société ni un ensemble de citoyens d'un même territoire. Le Parlement n'est dépositaire d'aucune souveraineté européenne,

- deux systèmes d'action commune cohabitent : celui des compétences exclusives, de nature fédérale, reste limité. Celui des politiques coordonnées ou l'harmonisation des législations natio-

nales, qui relèvent plus d'une approche confédérale, reste prédominant (par la voie des directives notamment).

La coopération intergouvernementale, à travers le Conseil des Chefs d'Etat et de gouvernement, reste le pilier politique de l'Union Européenne, en termes d'impulsion et de régulation. Il reflète la souveraineté des Etats membres et fait encore la part belle aux mécanismes diplomatiques traditionnels. L'Union Européenne, y compris au sein de l'Euro-groupe, ressemble finalement beaucoup à ce que certains appellent «une confédération à dynamique fédérale». L'Europe est encore une fois au milieu du gué.

La crise de l'euro

La crise financière et économique de 2008, et son corollaire de la crise des dettes souveraines, a mis à nu les fragilités de la zone euro. Cette crise des dettes souveraines et la tempête qui s'est levée sur l'euro pointent du doigt l'absence de gouvernance économique et monétaire de l'UE, l'absence de mécanismes de solidarité et de mutualisation des risques, la difficulté à faire converger les économies nationales et à garantir les objectifs du Pacte de stabilité. Les Etats membres et la Commission misaient sur l'auto-contrôle, la confiance réciproque, l'indépendance de la BCE. A l'arrivée, c'est un échec.

Quels scénarios pour l'Europe ?

Face aux sirènes du populisme et des égoïsmes nationaux, il reste le grand dessein des « Pères de l'Europe » : un espace de démocratie, de prospérité et de solidarité pour les peuples et les nations du vieux continent. Le projet européen n'a pas changé, mais il se heurte aux excès de la mondialisation, aux divergences géo-politiques de ses membres...

La crise grecque et humanitaire liée aux flux migratoire doit permettre de revenir à l'essentiel : réintroduire un sens fédéral à l'Union Européenne, pour parachever l'oeuvre amorcée il y a 60 ans. La réussite de la zone euro fera la réussite du projet européen, car la crise a bien montré qu'il n'était guère envisageable de revenir en arrière. La meilleure preuve nous vient des Etats Unis : le puissant Etat de Californie s'est retoruvé en 2010 au bord de la faillite. Et pourtant, il ne viendrait à l'idée de personne de soutenir que cette défaillance budgétaire a mis danger le dollar ou l'existence des USA eux-mêmes. L'explication est simple : en acceptant de céder l'essentiel de sa souveraineté à l'Union, la Californie, comme les 50 autres Etats nord-américains, partagent la même monnaie et la même économie. La Réserve Fédérale (FED) intervient normalement pour soutenir l'Etat défaillant, là où la BCE, corsetée dans son dogme de l'indépendance, ne peut prendre aucune initiative en faveur de la Grèce. Le Pacte fédéral américain n'est pas un vain mot.

Nous plaidons par conséquent pour un renforcement de l'intégration fédérale de l'Union dès lors que cette intégration s'accompagne d'une Constitution ambitieuse, d'un partage clair de souveraineté, d'un contrôle démocratique plus poussé, d'un recentrage des compétences de l'Union sur l'essentiel, d'une plus grande participation des peuples et des régions, d'une véritable gouvernance économique et budgétaire, d'une défense commune... Cette intégration fédérale doit se faire par étapes, sans chercher à uniformiser les législations, les fiscalités, les modèles sociaux. La convergence et l'harmonisation, au niveau fédéral européen, et la subsidiarité et la proximité, au niveau national/local, doivent être les principes de cette intégration.

Et nous pourrons peut-être un jour appliquer à l'Europe ce que Tocqueville disait du fédéralisme américain : *« L'Union est aussi heureuse et aussi libre qu'un petit pays et aussi glorieuse et aussi forte qu'une grande nation ».*

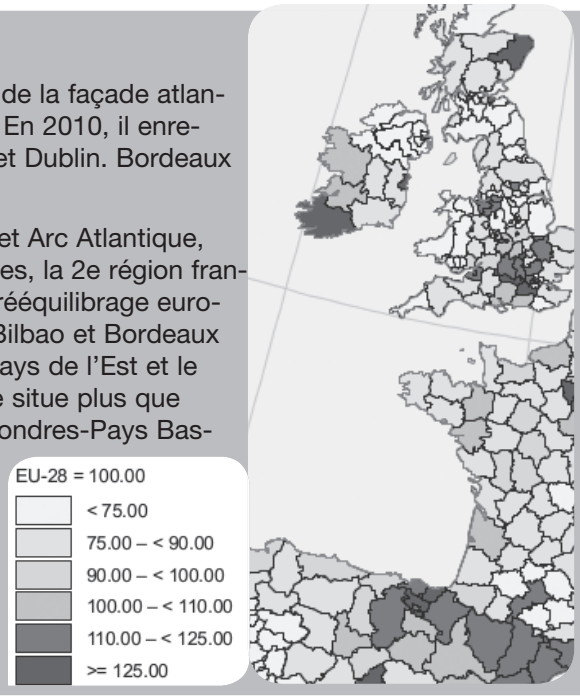
Manu

Euskadi, leader de l'arc atlantique

Bilbao, la capitale biscayenne joue un rôle capital dans les flux économiques de la façade atlantique. Le port de Bilbao est en effet le plus important de la façade atlantique. En 2010, il enregistrait un trafic de 33.2 millions de tonnes de marchandises, devant Nantes et Dublin. Bordeaux totalisait un trafic de 8.7 millions de tonnes de marchandises.

Actuellement, la Communauté Autonome d'Euskadi est la plus prospère de cet Arc Atlantique, avec en 2010, un PIB/habitant de 30 200 €. Dans le même temps, Rhône-Alpes, la 2e région française avait un PIB/habitant de 29 800€. Euskadi est donc un territoire clé du rééquilibrage européen vers l'ouest de notre continent. Les programmes de coopération entre Bilbao et Bordeaux entrent dans le cadre de cette influence basque. Depuis l'incorporation des pays de l'Est et le renforcement économique de l'Allemagne, l'activité de l'Union Européenne se situe plus que jamais, à l'est de « la banane bleue » de la croissance : grosso-modo, l'axe Londres-Pays Bas-ouest de l'Allemagne, nord de l'Italie et Catalogne.

Dans un scénario de stabilité vertueuse, les véritables pro-Européens devraient accepter les aspirations nationales basques et l'intégration d'Euskadi, dans l'Union Européenne, avec en ligne de mire, un véritable pouvoir européen fédéral. Les raisonnements par bloc étatique européen devrait appartenir au passé d'une Europe des Etats, repliés chacun sur leur propre intérêt.



Source : carte eurostat 2011 -Comparaison par niveau de vie régional - Moyenne européenne =100



Izaskun Bilbao : « l'Europe ne peut pas discipliner les Etats »

Izaskun Bilbao Barandica, l'eurodéputée jeltzale au Parlement Européen constate l'échec de la stratégie européenne de Lisbonne, du fait de l'indiscipline des Etats européens et notamment un pouvoir politique et médiatique espagnol, incapable de se remettre en cause. Aujourd'hui, le défi environnemental met chacun face à ses responsabilités. Euskadi, continuera à défendre son standing de très bon élève européen.

La Commission Européenne conçoit des stratégies de développement, comme celle de Lisbonne, au début des années 2000. Quel était le contenu de cette stratégie ?

Lors du sommet de Lisbonne, les chefs de gouvernement ont posé l'objectif de faire de l'UE *" une économie basée sur la connaissance la plus compétitive et dynamique du monde, capable de croître économiquement de façon durable avec davantage d'emplois de qualité et une plus grande cohésion sociale »*.

Pour ce faire, ils ont envisagé d' intervenir sur le marché intérieur, sur la société de l'information et de l'éducation, sur des réformes économiques structurelles, une monnaie stable et une combinaison de politiques macroéconomiques favorables à la croissance et à des finances publiques soutenables.

La Communauté autonome d'Euskadi a-t-elle mis en pratique les axes stratégiques de l'agenda de Lisbonne ? Quels en ont été les résultats ?

La Communauté autonome Basque avait déjà une stratégie de développement économique, en marche depuis la fin des années 1980, basée sur la promotion de l'économie réelle, en insistant particulièrement sur le soutien à l'industrie et un partage le plus équitable possible de la richesse générée par ce développement.

« une île »

Cette façon de travailler était « une île » dans la politique économique appliquée en Espagne, l'Etat membre à travers lequel nous sommes en Europe. Elle était en outre liée à un pari très audacieux pour améliorer l'éducation, promouvoir les vocations techniques scientifiques et l'esprit d'entreprise, miser sur la formation professionnelle et diversifier le tissu économique, à partir de l'innovation et de la connaissance.

« un tissu économique solvable »

De plus, on soutint un processus général d'internationalisation de l'économie. Tout ceci était bien en phase avec la stratégie de Lisbonne.

Le pari est réussi. Nous avons aujourd'hui un tissu économique solvable, qui a beaucoup mieux supporté cette crise si dure en Espagne et un modèle de développement complètement différent du modèle espagnol, qui lui, repose fondamentalement sur le secteur immobilier et le tourisme.

Nos indicateurs économiques et sociaux (chômage, revenu par habitant, PIB, dépense sociale par habitant, indice du risque de tomber dans la pauvreté, etc.) nous placent parmi les régions européennes ayant la meilleure qualité de vie.

L'objectif est de maintenir cet élan et de ne pas nous reposer sur nos lauriers. Nous devons toujours maintenir cette attitude. Ne jamais rien considérer comme définitif ni acquis.

Pourquoi les médias nationaux français ou espagnol, ne traitent-ils pas de sujets européens aussi fondamentaux ?



le cœur du système médiatique espagnol : la RTVE (Radio Télévision Espagnole), une sorte d'ORTF du temps de De Gaulle, et trois grands groupes de communication privés : PRISA , proches du PSOE (el Pais, Cadena Ser, …), Vocento (Telecinco, ABC, El Correo, El diario vasco, …) et Unidad Editorial (El Mundo, Marca, …) deux groupes de tendance conservatrice.

La plupart des Partis des deux États promeuvent un débat politique national où l'Europe est utilisée comme un bouc émissaire. Quand les choses vont bien, et même si le progrès se réalise grâce à un programme européen, le mérite en revient au gouvernement de cet État. Quand cela va mal, c'est la faute de Bruxelles.

« un débat politique national »

En Espagne, ceci est une constante. Les coupes budgétaires qu'ont du effectuer le Parti Socialiste et le Parti Populaire sont toujours du fait de Bruxelles. Peu de journaux reconnaissent ouvertement que la politique économique espagnole, son modèle de développement, en commençant par celle d'Aznar, l'un des pires hommes politiques de l'histoire de l'Espagne, était une véritable absurdité, que Zapatero a poursuivie. Le problème est que le modèle de développement mis en place a été un échec et la dette, le chômage, etc. sont les fruits de cette stratégie erronée.



Originaire de Bermeo (Bizcaye), Izaskun Bilbao Barandica fut la présidente du Parlement Basque avant de devenir députée européen

« Aznar, l'un des pires hommes politiques »

Je suis toujours surprise de constater que les journaux étrangers viennent au Pays Basque pour expliquer à leurs lecteurs les grandes différences économiques entre Euskadi et l'Espagne, alors que dans le même temps, aucun des grands médias espagnols ne réalisent de reportage similaire. J'ai entretenu des contacts avec les principaux leaders d'opinion des médias espagnols. En privé, ils reconnaissent le fait différentiel de l'économie basque et la pertinence des politiques économiques appliquées par le Gouvernement basque pour y parvenir. Je l'ai rarement vu écrit ou relaté, parce qu'on nous a toujours présenté comme des organisations et des politiques centrées sur des débats autour de l'identité et de la souveraineté.

« les rustres du nord »

Alors qu'ils disaient cela, nous travaillions pour moderniser véritablement un pays en ruine, dans les années 80. Aujourd'hui, malgré des résultats probants, les médias sont incapables de reconnaître trois décennies d'erreur et encore moins de supporter le décalage entre les résultats obtenus par les rustres du nord et les " démocrates " éclairés de Madrid. Alors que nous construisions des parcs technologiques, ils prétendaient que *" la meilleure politique industrielle est celle qui n'existe pas "*.

De façon générale, comment les Etats européens ont-ils appliqué cet « agenda de Lisbonne » ?

L'Union européenne sans gouvernance économique ne fonctionne pas. Les mesures intégrées dans la stratégie de Lisbonne n'ont pu être mises en marche dans la plupart des États membres, du fait de l'impossibilité de discipliner les États.

« pas d'alternative »

On parle toujours aujourd'hui de questions basiques comme l'Union énergétique, numérique ou du marché financier. La seule différence est qu'aujourd'hui nous sommes réellement conscients qu'il n'existe pas d'alternative. Il faut mettre en marche ces processus, qu'on le veuille ou non. Si nous l'avions fait en 2010, la situation serait très différente aujourd'hui.

La commission européenne a retenu des objectifs chiffrés pour la nouvelle stratégie « Europa 2020 » : 75% de la population âgée de 20 à 64 ans devrait avoir un emploi ou encore une réduction de 20 millions de personnes menacées par la pauvreté. Comment a-t-elle travaillé pour proposer ces objectifs généraux ?

Innovation, connaissance, décarbonisation de l'économie, éducation, intégration de talent jeune et féminin dans la chaîne de valeur, gouvernance économique partagée… et moins de peur et plus de confiance, en nos propres capacités.

« pourquoi ne pas y croire ? »

Le TTIP est un exemple. Si nous avons été leaders dans l'industrie mondiale, si nous possédons réellement la connaissance et la génération la mieux formée de l'histoire, pourquoi ne pas y croire ? Il existe des défis globaux qui ne peuvent être abordés que globalement, en partant des synergies économiques qui fonctionnent naturellement, mais aussi de réalité comme Euskadi, qui ont démontré leur capacité à *« savoir penser en global et agir en local »*.

Une nouvelle stratégie de croissance a été validée à l'horizon 2020. A priori, les 3 priorités retenues semblent dans l'air du temps : croissance intelligente, croissance durable et croissance inclusive. Comment permettront-elles d'atteindre les objectifs chiffrés ?

Nous n'avons pas le choix. Le modèle actuel de développement lié à une croissance illimitée de la consommation n'est pas durable.

« la solution : l'économie circulaire »

La solution réside dans l'économie circulaire, toute une révolution. Et ce nouveau paradigme de production de biens et de services se base fondamentalement sur la connaissance. La planète n'a pas de ressources suffisantes, pour continuer à fonctionner comme aujourd'hui.

EAJ-PNB au Parlement Européen

EAJ-PNB est membre fondateur du Parti Démocrate Européen (PDE). Andoni Ortuzar, notre président national est vice-président du PDE. Les autres mouvements du PDE : Modem, UDI (France), Alliance pour l'Italie, Stronnictwo Demokratyczne (SD) ou Parti Démocratique (Pologne), Europska Demokraticka Strana, Strana Demokratického Slovenska (Slovaquie), Nacionalni Forum (Croatie), Parti Démocrate Républicain (Portugal), Alliance Populaire (San Marin) et Mouvement des Citoyens pour le Changement.
Le PDE est intégré au Groupe Parlementaire : Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe. Au niveau mondial, le PDE est membre de l'Alliance mondiale des démocrates, créé en 2005, avec notamment la « new democrat coalition » du Parti Démocrate américain.

André Garreta : « contre le centre commercial d'Ikea »



André Garreta, président de la CCI Bayonne Pays Basque voir d'un bon œil l'implantation de l'enseigne Ikea, mais « ne soutient pas la création du centre commercial ». Il déplore néanmoins « les risques de suréquipement commercial qui touchent le Pays Basque ». Au final, ce projet ne serait « pas incompatible avec une économie de production ».

Le Pays Basque sud a le Guggenheim et le Pays Basque nord a Ikea. Que vous inspire cette formule provocatrice ?

Je dirais plutôt que cette formule n'a aucun sens. La meilleure preuve est que dans sa politique de reconversion, Bilbao a accueilli, dans le même temps, le musée Guggenheim et Ikea.

La Diputacion du Gipuzkoa a refusé d'entrer dans le jeu d'Ikea qui souhaitait une connexion directe avec l'autoroute, pour son implantation, à Donostia-San Sebastian. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

C'est la première fois que j'entends que le Guipuzkoa avait refusé l'implantation d'Ikea. Pour avoir suivi ce dossier de prêt, je peux affirmer, au contraire, que Ikea a beaucoup hésité entre une implantation à Irun et à Bayonne. C'est suite à une étude approfondie, à laquelle notre CCI a contribué, qu'IKEA a estimé que l'attractivité de Bayonne était meilleure au regard de la zone de chalandise concernée. J'ajoute que pour notre zone commerciale, une implantation d'Ikea à Irun aurait été très préjudiciable compte tenu du pouvoir d'attraction de cette enseigne qui draine une zone de chalandise d'environ 200km. Je préfère que les 1.000.000 d'habitants concernés profitent à Bayonne et à sa zone urbaine qu'à Irun.

Plusieurs centres commerciaux se construisent dans l'agglomération urbaine qui va de Bayonne à Ondres. Cela signifie-t-il comme on l'entend, une armature commerciale totale de cette agglomération, équivalente à une ville comme Strasbourg ? Qu'en pensez-vous ?

Nous sommes les premiers à avoir lancé un cri d'alarme sur les risques de suréquipement commercial qui touchent le Pays Basque. Pour appuyer notre position, nous avons réalisé une étude prospective et fait venir Pascal Madry, directeur de PROCOS, un des meilleurs spécialistes en France des dynamiques commerciales et de la politique des enseignes. Le 2 octobre 2012, ce dernier déclarait qu'il faudrait 200.000 habitants de plus pour justifier les projets de surfaces commerciales annoncés. P. Madry ajoutait « concrètement il y aura un hypermarché de trop ». C'est pourquoi, et pour être concret, il serait souhaitable, dans l'intérêt de tous, et des enseignes en particulier, que le projet d'Ondres ne se réalise pas. Nous partageons cette conclusion avec nos amis de la CCI des Landes.



Le commerce péri-urbain dans des communes comme Hasparren, fragilisé aussi par Ikea et son centre commercial

Le vote FN se concentre de plus en plus, dans ces communes proches des villes et des conditions de vie sont souvent difficiles : pouvoir d'achat limité, endettement, déplacements, embouteillages, vie locale et sociale limitée, … Ikea ne risque-t-il pas de renforcer cette tendance, déjà en œuvre, comme l'on montré les derniers résultats électoraux, sur le canton de Nive-Adour ?

Le vote du FN qui est largement un vote de contestation du système qui n'a pas su répondre efficacement à la crise, ou plutôt aux mutations que nous traversons, a des causes plus profondes que la présence des centres commerciaux qui se développent depuis 40 ans en périphérie des villes, et ont accompagné la période de croissance dite des 30 glorieuses. Il est vrai que le tissu économique d'un territoire ne peut pas se limiter à l'activité commerciale qui d'ailleurs ne survivrait pas, faute de pouvoir d'achat suffisant que génèrent l'industrie et les services. C'est pourquoi, nous plaidons et nous travaillons pour un développement économique du Pays Basque équilibré, fondé à la fois sur l'industrie, les activités à forte valeur ajoutée, le tourisme, le commerce et les services.

La France du fait de son économie centralisée liée au couple gouvernement central-grandes entreprises est la championne européenne des grandes surfaces. Est-ce selon vous un modèle commercial durable ?

Les études les plus récentes montrent que l'hypermarché de périphérie est un modèle commercial qui a atteint ses limites. Le consommateur d'aujourd'hui est en quête de proximité. De nombreuses enseignes l'ont compris. Cela signifie aussi que le commerce de centre ville a un avenir, à condition qu'il s'adapte aux besoins nouveaux des consommateurs.

Ikea est-ce une chance pour le « petit » commerce en ville, comme l'enseigne suédoise le prétend ? Ou est-ce un danger pour ce type de commerce, à Bayonne, mais aussi dans les communes alentours ? La CCI de Bayonne Pays Basque a organisé une conférence passionnante sur l'expérience belge de dynamisation des commerces de centre-ville. Cette expérience sera-t-elle prise en compte, pour dynamiser les commerces de centre-ville de ce territoire ?

Nous avons souhaité qu'Ikea s'installe plutôt à Bayonne qu'à Irun afin que notre zone commerciale bénéficie de l'attractivité de l'enseigne et évite ainsi une évasion de la clientèle vers Irun et sa zone commerciale. Cependant nous n'avons pas soutenu la création du

centre commercial qui va ouvrir ses portes dans un an. Aujourd'hui nous portons tout notre effort à l'accompagnement des commerces du centre ville de Bayonne. Nous avons fait une série de propositions précises au sein de l'office de commerce. Notre objectif est de faire des centres villes de véritables « centres commerciaux à ciel ouvert ». Ce fut l'intérêt de la conférence que nous avons organisée avec un des meilleurs spécialistes de l'animation des centres villes en Europe. Les combats à mener sont ceux de la qualité de l'accueil, des heures d'ouverture adaptées aux nouveaux modes de vie, de l'utilisation d'internet comme prolongement du magasin, de l'attractivité du centre ville en termes de services etc …

Les Conseils de Développement et des Elus ont voté de façon consensuelle le développement d'une économie de production. Et dans le même temps, le projet Ikea a été vanté par ces élus. Qu'en pensez-vous ?

Promouvoir une économie productive qui est notre credo pour le Pays Basque, n'est pas incompatible avec le développement de l'activité commerciale. Je dirais même que les secteurs d'activités sont complémentaires et permettent de construire une économie équilibrée.
On notera que selon notre dernière analyse de la conjoncture au Pays Basque, le secteur qui a le mieux résisté à la crise, en termes d'investissements et d'emplois est le secteur de l'industrie où des filières comme l'aéronautique, l'agro-alimentaire et les entreprises du numérique affichent des résultats positifs.

Quelques commentaires

- Pays Basque nord / Pays Basque sud

M. Garreta, président de la CCI Bayonne Pays Basque met en avant le fait que Bilbao accueille à la fois, le musée Guggenheim et Ikea pour rejeter la formule de la 1e question. Voici le sens de cette formule : le Pays Basque sud est axé sur une économie productive basée sur de véritables savoir-faire et des compétences locales, sources de valeur ajoutée en transformant des matières premières, en nouveau produit. Le terme d' « industrie culturelle » est utilisé pour qualifier l'activité du musée Guggenheim.
En Pays Basque nord, 20 ans de palabres à constater l'existence une économie peu qualifiée, trop touristique, résidentielle qui étouffe globalement, notamment par le foncier, une économie de production trop faible, qui est davantage génératrice d'emplois rémunérateurs. Ce déséquilibre ne cesse de croître. Résultat : après 20 ans d'un constat alarmiste, le Pays Basque nord peut s'enorgueillir d'accueillir Ikea, l'enseigne symbole des emplois précaires, dans une zone tendue au niveau du logement. Au sein du Conseil de Développement, peut-on défendre l'antagonisme de deux types d'économie et d'un autre côté, dans les médias, servir le discours lénifiant de la seule complémentarité entre ces deux économies ? Voici des éléments de comparaison, entre les 2 entités urbaines concernées : métropole de Bilbao : 950 000 habitants, eurocité Baiona-Donostia : 630 000 habitants dont 430 000, en Gipuzkoa, côté sud.

- la Diputacion du Gipuzkoa et Ikea

M. Garreta ignore l'attitude de la Diputacion du Gipuzkoa, envers les exigences d'Ikea. L'enseigne suédoise n'a pas réussi à convaincre les autorités locales, notamment sur l'implantation d'Irun. Voici un extrait d'un article paru, le vendredi 4 Août 2006, sur le site du Diario vasco, signé du journaliste, Aingueru Munguia. Par souci de transparence, nous avons transmis l'intégralité de cet article à la CCI Bayonne Pays Basque.

« Ikea écarte définitivement son ouverture à Donostia, après avoir étudié pendant des mois, son implantation dans « la Hipica »

Le refus par la diputacion forale de réaliser une connexion depuis l'autoroute d'Urumea amène l'entreprise à opter pour Pampelune, après avoir décidé de s'installer à Bayonne. Les possibilités de s'installer à Landarro et à Garbera, ont échoué.

… Après avoir décidé d'ouvrir un grand centre à Bayonne, au détriment d'Areso (Irun) et Landarro (Altza), la filiale ibérique de la compagnie a tenté de trouver un terrain à Saint Sébastien, pour ouvrir un établissement de plus petite taille. Après des études sérieuses réalisées avec les groupes municipaux de la mairie, sur la possibilité de s'implanter dans les terrains de l'actuel « Hipica de Loiola », elle a finalement renoncé à cette alternative, face au refus de la Diputacion de réaliser un accès direct, depuis l'autoroute d'Urumea, dans un point très sensible du futur réseau autoroutier métropolitain. Les tentatives d'Ikea pour s'établir en Gipuzkoa touchent à leur fin … Ikea France et Ikea Ibérique se sont battus pour établir un grand centre sur l'axe Bayonne-Saint-Sébastien … Voilà 15 jours, Ikea a décidé de rejeter cette possibilité et d'abandonner le Gipuzkoa. Elle se tourne désormais vers la Navarre. »

- Ikea et le suréquipement commercial

M. Garreta déplore le suréquipement commercial à venir. Selon l'expert Madry, « 200 000 habitants seraient nécessaires » pour justifier ce suréquipement. Si l'hypothèse rassurante d'un seul hypermarché de trop, était si pertinente, pourquoi lors de la conférence organisée à la CCI, un expert a-t-il tenu ce discours aux commerçants présents : « soit vous tuez Ikea, soit Ikea vous tue, soit vous vivotez tous les deux, sans que cela ne soit satisfaisant pour quiconque ». Dans le cadre d'une priorité donnée à « l'économie productive », était-ce raisonnable de la part de la CCI Bayonne Pays Basque d'accepter le projet d'Ikea, dans une conurbation urbaine aussi prisée que le BAB, déjà quasi-saturée sur le plan commercial ? Pourquoi la CCI et les acteurs locaux ont-ils été incapables de faire face aux exigences d'Ikea, concernant son centre commercial ? L'agrandissement du centre commercial du BAB n'est-il pas la conséquence directe du besoin de lutter contre Ikea ? Ne fallait-il pas anticiper bien en amont, le projet d'Ondres ?

Finalement, les non-réponses sont aussi intéressantes que les réponses contenues dans cet entretien.

Des déplacements urbains à organiser

Le problème de la circulation est récurrent sur la côte basque, en particulier, en cette saison estivale. Une enquête sur les déplacements a été publiée par l'Agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées, en 2010. Elle porte sur des déplacements quotidiens de résidents.

Plus de 130 000 déplacements quotidiens étaient dénombrés, sur l'Agglomération du Sud Labourd : Hendaye, St Jean de Luz et les communes alentours, dont 80%, en voiture. 1 à 2% de ces déplacements se réalisent en transport en commun. 345 000 déplacements ont lieu à l'intérieur de l'agglomération de Bayonne-Anglet-Biarritz, dont 67% en voiture et 5% en transport en commun. Des politiques de transports publics plus volontaristes sont mises en place. Mais le point de départ est catastrophique, en matière environnementale. Songez qu'en 2009, 66% des jeunes de 18 à 24 ans se déplaçaient en voiture, alors que 75% d'entre eux déclaraient ne jamais utiliser les transports en commun urbains !

La voiture, le moyen de transport au top

Les déplacements interurbains quotidiens sur et à partir de l'agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz montrent qu'environ 13 000 déplacements avaient lieu entre les deux principales aires urbaines Hendaye-St Jean de Luz et Bayonne-Anglet-Biarritz. 81% d'entre eux se réalisent en voiture. Ceci explique sans doute cela ?

33 600 déplacements ont lieu avec la proche périphérie du sud de l'agglomération (Ahetze, Arbonne, Guétary ...). Une partie de cette zone est intégrée au SCOT Sud Pays Basque. Près de 55 000 déplacements proviennent du Labourd intérieur (De St-Pée sur Nivelle, en passant par Kanbo, Ustaritz et St Pierre d'Irube). La grande majorité dans le SCOT Agglomération de Bayonne et Sud des Landes. 90% de déplacements en voiture !

30 000 déplacements avaient lieu entre Le Sud des Landes voisin et le cœur de l'agglomération du BAB. A noter que la communauté de communes du Seignanx a intégré le SCOT de l'agglomération Bayonne-Sud Pays Basque. Il s'agit peu ou prou d'une zone « tampon » entre les deux agglomérations de Dax et du BAB. Peut-on connaître les déplacements des habitants du Seignanx vers Dax, pour évaluer la réalité du quotidien de ces habitants ?



Les transports en commun, enjeu majeur en agglomération et entre agglomérations proches et complémentaires

L'excuse du Seignanx

La mobilité entre nos voisins du « Seignanx » et l'agglomération du BAB est à améliorer. Néanmoins, eu égard à la proportion des flux de déplacement, décrite ci-dessus, la priorité de l'ACBA est-elle de se fondre avec le Seignanx ? N'y a-t-il pas des velléités anti-nationalistes pour nous vendre « le bassin de vie de l'Adour » ?

Priorité à l'axe Bayonne-Hendaye

Un travail en commun profond doit être réalisé avec le Labourd péri-urbain et l'agglomération de Hendaye-St Jean De Luz. L'isolement en communes séparées des 2 principales aires urbaines locales : Hendaye-St Jean de Luz et Bayonne-Anglet-Biarritz, est désormais atténué par l'organisation de ces deux ensembles urbains, en communauté d'agglomération. Le SCOT de l'Agglomération de Bayonne et Sud des Landes est également un progrès. Au regard des enjeux climatiques, économiques, sociaux, il devient urgent de prioriser la relation interurbaine entre ces 2 pôles complémentaires et si proches.

Les équipements de transport n'ont pas suivi la poussée démographique de la côte basque. Des projets ambitieux, comme l'autoroute gratuite pour les riverains ou 2e pont pour contourner St Jean de Luz ont échoué, faute d'une structure politique forte, obligeant les élus, à sortir de leur pré-carré municipal. A cela s'ajoute un travail de coordination avec le Gipuzkoa dans le cadre de l'Eurocité.

Beñat Oteiza

Comparaisons par intercommunalité

-*Communauté de Communes du Seignanx* : 8 communes, 24 160 habitants
-*Communauté d'Agglomération Côte Basque Adour* : 5 communes, dont Bayonne, Anglet et Biarritz : 128 595 habitants
-*Communauté d'Agglomération Sud Pays Basque* : 12 communes, dont Hendaye et St Jean de Luz : 64 863 habitants *(Données extraites du site Internet des intercommunalités)*

SCOT land

Le SCOT (Schéma de COhérence Territoriale) est un document d'aménagement de l'espace, élaboré par les élus et les administrations locales. La mobilité, le foncier, le logement ou l'environnement sont planifiés dans l'espace du SCOT. Cet instrument est déterminant. Les PLU et autres documents d'urbanisme des communes doivent respecter ses orientations. Le SCOT Agglomération de Bayonne et du Sud des Landes regroupe les intercommunalités de l'ACBA (Bayonne-Anglet-Biarritz-Bidart-Boucau), de Nive-Adour, d'Errobi, du Pays d'Hasparren, du Pays de Bidache et du Seignanx. Après une phase de réflexion, il est désormais en phase d'application. Le SCOT Sud Pays Basque, soit, l'Agglomération Hendaye-St Jean de Luz entame son 2nd projet par une phase de réflexion. Y aura-t-il enfin une véritable coordination entre ces deux démarches ?

Source : Agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées - document : « 2010 Agglomération basco-landaise »



Uxue Barkos, Nafarroako lemazain

Traduction du titre : Uxue Barkos, tient la barre de la Navarre

Uxue Barkos, en bref ...

- Née le 5 Juillet 1964, à Pampelune-Iruñea
- Mariée, un fils
- Diplômée en Sciences de l'Information (Université de Navarre)
- Journaliste à la TVE et à Euskal Telebista
- Députée de Nafarroa Bai au Congrès espagnol
- Conseillère municipale d'opposition, à Pampelune-Iruñea
- En 2011, députée de Geroa Bai, au Congrès espagnol

En 2011, un cancer du sein lui est diagnostiqué. Elle met entre paranthèses son activité politique. Après quelques mois de traitement, Uxue Barkos reprend son activité politique. Elle est chaleureusement accueillie au Congrès espagnole. Elle a démissionné de sa fonction de députée pour se consacrer à la présidence du Gouvernement de Navarre. Par son courage, son charisme et son travail acharné, elle était devenue la députée la plus populaire, en Espagne !

Uxue Barkos, leader de Geroa Bai dont est membre EAJ-PNB est devenue présidente du Gouvernement de Navarre, ce mercredi 22 Juillet. Elle succède à Yolanda Barcina (UPN), à la tête de l'exécutif foral. Elle devient la 8e dirigeante de la Navarre. La candidate de Geroa Bai a obtenu 26 voix, 9 de son groupe dont 4 d'EAJ-PNB *, 8 de EH Bildu, 7 de Podemos, et 2 de Izquierda Ezkerra. Les 7 députés du PSN (Parti Socialiste Navarrais) se sont abstenus, alors que 17 Parlementaires, (15 de UPN (parti régionaliste ultra-conservateur) et 2 de PPN (Parti Populaire de Navarra)) ont voté contre son investiture.

Cela constitue un changement radical dans la politique navarraise, puisque depuis le retour d'institutions démocratiques, en Espagne, les Parlement et Gouvernement navarrais étaient contrôlés sans discontinuer par le PSN et surtout UPN, deux partis militant pour une Navarre espagnole, hostiles à la « minorité basque », même si celle-ci l'ait de moins en moins. Deux discours certes différents dans la forme, brutal de la part d'UPN et hypocrite, celui du PSN, qui derrière des apparences de dialogue, s'est aligné le plus souvent sur les positions d'UPN. UPN a gouverné les institutions forales sans discontinuer, depuis 1996, seul ou en pactisant avec les socialistes.

Durant son discours d'investiture, prononcé en euskara et en castillan, Uxue Barkos a déclaré défendre un changement, basé sur les valeurs d'honnêteté et de la parole donnée, avec une autre façon de faire de la politique, basée sur le respect absolu dû au Parlement et à la participation citoyenne.



Moment d'émotion à l'issue de la séance d'investiture : Andoni Ortuzar félicite Uxue Barcos



Manu Ayerdi

3 députés et un vice-président jeltzale

Les 3 députés jeltzale :
Jokin Castiella
Maria Solana
Unai Uhalde
** (Intégrant l'exécutif navarrais, Manu Ayerdi a dû céder son siège de Parlementaire foral.)*

Vice-président en charge de l'économie (un des deux vice présidents du gouvernement) :
Manu Ayerdi

Trois députés généraux jeltzale, en Araba, en Bizkaia et en Gipuzkoa



De gauche à droite : Ramiro Gonzalez, Iñigo Urkullu, Andoni Ortuzar, Unai Rementeria, et Markel Olano

En vertu d'un accord avec le PSE (Parti Socialiste d'Euskadi), les gouvernements foraux de Araba, Bizkaia et Gipuzkoa, sont dirigés par trois diputados généraux d'EAJ-PNB : Ramiro Gonzalez, en Araba, Unai Rementeria, en Biscaye et Markel Olano, en Gipuzkoa.

Ils se sont engagés à mener des projets pour susciter avant tout, la création d'emplois de qualité, et des initiatives concrètes au service des personnes. EAJ-PNB retrouve son hégémonie, en reprenant les rênes de la majorité des villes et des 3 diputacions (échelon départemental) d'Euskadi.

Histoire du nationalisme basque
L'affaire Finaly et le nationalisme basque (II)

Un long séjour en Gipuzkoa

Le 15 février, dans une totale improvisation, les prêtres d'Iparralde, laissent les enfants au monastère bénédictin de Lazkao (Gipuzkoa). C'est dès lors le Père Mauro Elizondo qui joue le rôle le plus important tout au long du séjour des enfants Finaly en Hegoalde jusqu'au 26 juin, date à laquelle les enfants passent la frontière d'Hendaye. On ne peut qu'admirer son intelligence et sa perspicacité : il s'est entouré d'amis fidèles, tous nationalistes basques comme lui ; il s'est forgé tout seul son opinion, guère favorable à Mlle Brun ; il a gardé son cap malgré les tiraillements dont il était l'objet et jusqu'à sa mort (en 2004), il n'a jamais parlé de l'affaire, ni de son rôle éminent.

La police et les journalistes étant sur les traces des enfants, le Père Elizondo décide de les retirer du monastère de Lazkao et de les séparer. Le petit Gérald est placé dans la maison du prêtre Pío Montoya à Alegia et l'aîné Robert, chez Patxi Arruti à Tolosa jusqu'à fin avril avant d'aller chez un prêtre, Andoni Andonegi à Getaria jusqu'au dénouement. Tous étaient des nationalistes basques convaincus qui dans le cas de Pío Montoya, de l'ami de ce dernier Secundino Rezola ou d'Andoni Andonegi avaient connu l'exil en Iparralde lors de la guerre civile. Pour sa part, Patxi Arruti, après avoir fait la guerre civile comme gudari du bataillon Amaiur du PNV, avait passé plusieurs années dans les prisons franquistes. Tous étaient farouchement anti-franquistes.

Au contraire, les prêtres d'Iparralde étaient totalement ignorants des idées du nationalisme basque ; peu politisés pour la plupart, ils avaient baigné dans la société rurale et conservatrice d'Iparralde et se situaient dans la lignée traditionnaliste du clergé. Ils avaient eu 20 ans en 1936-37, à une époque où le grand homme d'Iparralde était le député Jean Ybarnégaray, tenant d'une droite extrême et aux sympathies franquistes connues. Le hasard le plus pur avait fait qu'en laissant les enfants à Lazkao, ils avaient laissé cette affaire entre les mains de nationalistes basques.

La volonté de Franco

Les abbés Ariztia et Ibarburu commirent la faute politique de prévenir l'évêque franquiste de Donostia, Mgr Font y Andreu, qu'ils avaient laissé les enfants à Lazkao. Celui-ci avertit immédiatement le gouverneur civil du Gipuzkoa, Tomás Garicano Goñi qui à son tour, prévint le ministre des Affaires Extérieures, Alberto Martín-Artajo.



Le Père Elizondo, en 1992

Depuis le début donc, le gouvernement franquiste était parfaitement au courant du lieu de résidence des enfants et de l'identité des personnes qui s'en occupaient. Le Père Mauro Elizondo dût jouer un rôle subtil d'équilibriste diplomatique dans ses relations avec le gouverneur civil. Franco avait la ferme intention de garder les enfants sur le territoire espagnol : ils pourraient lui servir de monnaie d'échange dans ses relations avec la France comme cela avait été le cas en 1951 lors de l'expulsion du gouvernement basque de son siège de l'Avenue Marceau à Paris ou comme cela sera le cas l'année suivante avec l'interdiction de Radio Euskadi, qui émettait depuis Mouguerre.

L'intervention du Président Aguirre

Celui-ci intervint directement par une lettre adressée fin mai au groupe de nationalistes qui gardait les enfants : il convient de faciliter le retour des enfants en France en vue de leur restitution à leur famille ; c'est leur devoir de Basque et de chrétien.

Le 19 juin, lors d'une réunion à Alegia, Mauro Elizondo, Pío Montoya, Secundino Rezola et Cándido Echeverria, le délégué du Président Aguirre, décident le retour des enfants et ce, contre la volonté expresse du ministre Martín-Artajo qui avait reçu deux jours plus tôt à Madrid, Mauro Elizondo.

Le Père Elizondo, principal protagoniste

C'est lui qui eut le sort des enfants Finaly entre ses mains. C'est lui qui décida du dénouement, avec l'intervention du Père-abbé de Belloc, son ami Jean-Pierre Inda. Ce fut lui qui résolut l'affaire et déjoua les plans de Franco. Il avait exécuté à la lettre les désirs du Président Aguirre.

A la fin juillet 1953, les petits Finaly partirent vivre en Israël, avec leur oncle et leur tante. L'aîné deviendra chirurgien et le cadet fera carrière dans l'aéronautique militaire. Tous deux jouissent aujourd'hui d'une paisible retraite.

Jean-Claude Larronde

Jean-Claude Larronde vient de publier : « L'affaire Finaly au Pays Basque » (Elkar, 277p. 25 Euros).

MUSKILDIko SAN ANTONI KAPERAN
Une fête autour de l'ikurriña

Le 19 juillet dernier l'Ikurriña flottait sur les hauteurs de St Antoine, à cheval sur les provinces de Xiberoa et Baxe Nafarroa.

C'est ce lieu symbolique que le biltzar local d'EAJ-PNB avait choisi pour fêter l'anniversaire du drapeau basque, créé un 14 juillet de l'année 1894. Grâce à la complicité de la municipalité de Muskildi (notamment de Mme le maire Léonie Aguergaray, que le biltzar remercie vivement) et de la paroisse, la chapelle St Antoine s'est transformée en un lieu de recueillement mais aussi de convivialité.
Place d'abord à l'hommage à l'ikurriña avec un aurresku et une bénédiction faite par l'abbé Arrossa, qui a eu la gentillesse de délaisser pour quelques heures, les festivités à Bunuze.
Auparavant, c'est Jean Michel Iribarne, le président du biltzar EAJ-PNB de Baxe Nafarroa- Xiberoa qui a dit un mot d'accueil avant de laisser la parole à Jean Claude Duhalde pour la partie historique. L'occasion de rappeller que la chapelle St Antoine a été dressée en 1385 en signe de paix entre les factions Gramont et de Luxe, qui se faisaient la guerre dans le royaume de Navarre sous le régne de Charles II.
Erigée à 706 mètres d'altitude, la chapelle a connu une vie mouvementée, notamment à cause des élements naturels: en 1911 elle a brûlé et en 1951, elle a aussi perdu son toit sous les assauts du vent.
Propriété de la commune de Muskildi, elle est entretenue par les bénévoles du village.
A noter, 3 pélerinages annuels y sont encore célébrés : le 13 juin, le second dimanche de juillet et le dimanche qui suit le 15 août.
Pour revenir à la fête du 19 juillet, elle a ensuite pris un tour nettement plus festif avec l'apéritif partagé par une soixantaine de personnes. Pendant ce temps, Panpi Etchegaray, Janbattitt Loyatho et Ali Iriart s'affairaient aux fourneaux. Le repas qui suivit s'est terminé en fin d'après-midi après que les convives n'aient pas oublié de remercier le ciel : il a fait une journée magnifique !


L'ikurriña, dont c'était l'anniversaire, a été béni par l'abbé Arrossa

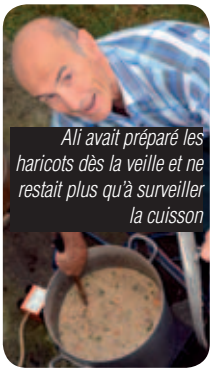

Les cuisiniers, Panpi et Jan Battitt, à l'action, en grande discussion avec Jean Michel


La convivialité s'est exprimée dès la cérémonie dans la chapelle



La chapelle St Antoine est dédiée à la paix et à St Antoine de Padoue


Il ne restait plus une place de libre dans les tables, dressées en plein air


Ali avait préparé les haricots dès la veille et ne restait plus qu'à surveiller la cuisson


C'est Jean Claude Duhalde, qui s'est chargé de rappeler l'historique de St Antoine


Un aurresku a été dansé devant l'ikurriña juste avant qu'il ne soit béni


Jean Michel Iribarne, le président du biltzar EAJ-PNB Baxe Nafarroa - Xiberoa a dit un mot d'accueil


L'ikurriña a flotté sur les hauteurs de St Antoine, le temps d'une journée

Alderdi Eguna (Jour du Parti) :

Le Parti en fête, le dimanche 27 septembre, à Foronda, en Araba (près de Gasteiz)



Rassemblement à Foronda

Voici un Alderdi Eguna, dans un contexte européen encore très particulier. L'an passé, cet événement avait lieu au lendemain du référendum écossais. Cette année, l'Alderdi Eguna aura lieu le jour du renouvellement du Parlement catalan. Si les pro-indépendantistes l'emportent, un processus conduisant à la constitution d'un Etat catalan européen sera lancé.

Jour de grande ferveur populaire, en perspective, d'autant que les dirigeants d'EAJ-PNB conduisent un débat sur un nouveau Statut pour Euskadi et suivent de très près la démarche d'émancipation des Catalans.



Représentants des partis régionalistes à l'Alderdi Eguna

Plusieurs dizaines de milliers de militants, sympathisants ou simplement curieux sont une nouvelle fois attendus, ce jour-là, à Foronda. L'Alderdi Eguna est avant tout un événement populaire, mobilisant les groupes locaux et leur Txozna, dont celle du Labourd, animée par les militants de St Jean de Luz et Hendaye, avec l'aide des militants d'autres groupes locaux

Pour tout renseignement et inscription, merci de nous contacter au : 05 59 46 15 34 ou à contact@eaj-pnb.eu. Notre siège régional sera fermé jusqu'au mardi 25 Août.



Acceuil du défilé

EAJ/PNB ren berriak jarrai ezazue /
Suivez l'actualité d'EAJ/PNB sur : **www.eaj-pnb.eus**

100 % PAPIER RECYCLÉ

ARGIBIDEAK ETA HARPIDETZA RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENT
25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Lan tenoreak / Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

URTEKO HARPIDETZA / ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Présidents des Herri Buru Biltzar :
Ipar Lapurdi / Labourd Nord : **Alain Massonde** 06 10 27 50 58
Baxe-Nafarroa-Xiberoa / Basse-Navarre-Soule : **Jean-Michel Iribarne**. Hendaia / Hendaye : **David Navarro**.
Lapurdi Barnekalde / Labourd intérieur : **Peio Etxeleku**. Donibane Lohitzun / Saint-Jean-de-Luz : **Koldo Etxebarria**.

LEMA
LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !
Euskal iritzi hilabetekaria /
Mensuel d'opinion basque
25, rue Thiers karrika - 64100 BAIONA/BAYONNE
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directrice de la Publication / Agerkariaren zuzendaria : Txaro Goikolea

Arizmendi Inprimategia - Geltoki plazan, Donibane Garazi
Imprimerie Arizmendi, Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
N° CPPAP 0618 P 11238

IMPRIM'VERT®
Arizmendi inprimategia
D. Garazi - RCS B 410 647 986